

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**G/SG/W/126**

27 février 1996

(96-0714)

Comité des sauvegardes

Original: français

REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR LE JAPON<sup>1</sup> CONCERNANT  
LA NOTIFICATION DE LOIS ET REGLEMENTATIONS PRESENTEE  
PAR LA SUISSE<sup>2</sup> AU TITRE DE L'ARTICLE 12:6  
DE L'ACCORD

La Mission permanente de la Suisse a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 12 janvier 1996.

## Question 1

**Prière d'indiquer les procédures suivies pour les enquêtes en matière de sauvegarde visées à l'article 3 de l'Accord sur les sauvegardes.**

## Question 2

**Prière d'indiquer l'autorité compétente chargée de la conduite de ces enquêtes.**

## Réponse aux questions 1 et 2

En Suisse, l'autorité compétente pour la mise en oeuvre d'éventuelles mesures de sauvegarde au sens de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes est le gouvernement (Conseil fédéral). Avant toute décision en la matière, une enquête est menée par l'Office fédéral des affaires économiques extérieures, en conformité avec les dispositions de l'Accord sur les sauvegardes, avec consultation de la Commission des experts douaniers.

## Question 3

**Les importations en provenance des Etats membres de l'AELE ou des Etats membres de la CE sont-elles soumises aux mesures de sauvegarde de la même façon que les importations en provenance des Etats non membres?**

---

<sup>1</sup>G/SG/W/97.

<sup>2</sup>G/SG/N/1/CHE/1.

Réponse à la question 3

D'éventuelles mesures de sauvegarde prises par la Suisse au sens de l'article XIX du GATT de 1994 seraient appliquées à l'importation d'un produit quelle qu'en soit la provenance, en conformité à l'article 2:2 de l'Accord sur les sauvegardes. Toutefois, la Suisse pourrait déroger à ce principe dans les hypothèses prévues par l'article 5:2 b) de l'Accord sur les sauvegardes, et, le cas échéant, effectuer des différenciations dans l'application des mesures de sauvegarde entre les Membres exportateurs, au bénéfice de tout Membre de l'OMC, y compris des pays avec lesquels la Suisse a conclu un accord de libre-échange.

**Question 4**

**Prière de définir "la législation douanière générale" mentionnée dans la notification et d'indiquer pourquoi elle n'a pas été notifiée même s'il y a des cas de "déclenchement de mesures de sauvegarde, basées sur [cette législation]".**

Réponse à la question 4

La référence à la "législation douanière générale" contenue dans la notification de la Suisse se rapporte à la Loi fédérale du 9 octobre 1986 sur le tarif des douanes, publiée au Recueil systématique du droit fédéral (RS 632.10). Cette législation n'a pas été notifiée au titre de l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes au vu du fait qu'il ne s'agit pas d'une législation spécifique en matière de sauvegardes. Elle détermine, parallèlement avec la Loi fédérale du 25 juin 1982 sur les mesures économiques extérieures (RS 946.201), les compétences du Conseil fédéral en matière de modification des droits de douane et de toute autre mesure opportune que la Suisse pourrait être amenée à prendre, le cas échéant, en tant que mesure de sauvegarde dans le respect des dispositions de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes.

Dans l'éventualité d'une mesure prise en vertu de la législation susmentionnée, le Conseil fédéral appliquera toutes les dispositions pertinentes de l'article XIX du GATT de 1994 et de l'Accord sur les sauvegardes, ces derniers ayant force obligatoire en droit suisse comme spécifié dans la notification de la Suisse aux termes de l'article 12:6 de l'Accord sur les sauvegardes.